

# Perspectives Economiques d'Ensemble du BIPE

Communiqué de Presse

Synthèse des prévisions économiques  
présentées le 6 septembre 2012

Le  
BIPE

## Les cours des matières premières, menace durable sur l'économie mondiale

Le BIPE a présenté à ses adhérents ses **Perspectives Economiques d'Ensemble** le 6 septembre 2012. Prenant en compte la matérialisation de chocs multiples survenus depuis le printemps mais aussi les nouveaux développements du côté des banques centrales, le **BIPE a révisé à la baisse les prévisions de croissance pour les économies développées et les économies émergentes pour 2012 et 2013.**

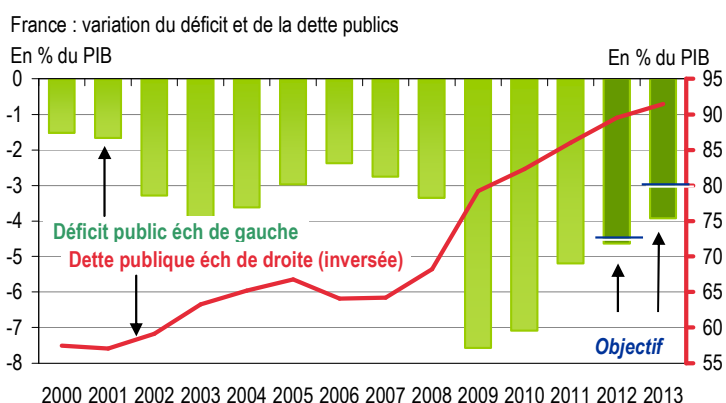
**Après une année 2012 difficile, l'absence de reprise de la consommation laissera la croissance en France sans force en 2013 (+0,5 %)**

La croissance française est confrontée à une demande intérieure durablement contrainte avec le moteur de la consommation des ménages incapable de retrouver son dynamisme des années pré-crise.

Ce contexte plus morose qu'anticipé précédemment a conduit le BIPE à réviser sensiblement ses prévisions de croissance pour 2012 et 2013, avec une **croissance de +0,2 % du PIB en volume en moyenne annuelle attendue cette année et de +0,5 % l'année prochaine.**

Cette atonie est principalement reliée à une diminution du potentiel de consommation des ménages français. L'emploi restera en recul dans le secteur privé et le taux de chômage continuant sa progression pour approcher 10 ½ % de la population active fin 2013 (métropole).

Par conséquent, dans un contexte d'inflation maintenu proche de 2 % par l'accélération des prix alimentaires et un pétrole restant cher, le pouvoir d'achat des ménages reculera encore l'année prochaine (-0,2 % en 2012 puis -0,1 % en 2013). La consommation restera donc très contrainte. Un recul en 2013 ne sera évité que grâce à une légère baisse du taux d'épargne vers 15 ½ % fin 2013.



BIPE - Septembre 2012

Sources : INSEE, prévisions BIPE

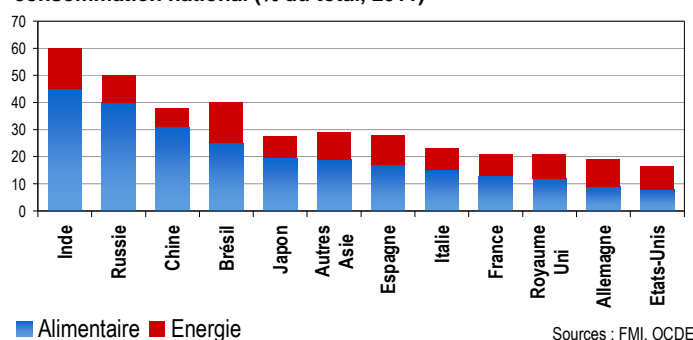
Le point le plus négatif des nouvelles prévisions concerne le déficit public. Compte tenu de la faible progression des recettes fiscales et l'absence de mesures notables prises du côté des dépenses publiques, le **BIPE prévoit que le déficit public au sens de Maastricht approcherait 4 % du PIB en 2013 (3,9%).** Par conséquent, atteindre la cible du gouvernement (déficit à 3 %) nécessiterait un effort de 20 Mds€, qui rend probable une augmentation des impôts à assiette large (TVA ou CSG).

## Au milieu d'un ralentissement global, la zone euro reste l'économie la plus fragile sur 2012 et 2013

La matérialisation des risques a entraîné une accentuation du ralentissement économique. Parmi les éléments les plus structurants sur la seconde partie de 2012 puis en 2013, le BIPE relève à la fois des éléments globaux affectant toutes l'ensemble de l'économie mondiale mais aussi des éléments propres aux pays développés qui entraînent cette zone dans une langueur persistante.

Notamment, la flambée des cours des matières premières agricoles cet été et le maintien d'un cours élevé pour le pétrole sur 2013 vont à nouveau pousser à la hausse l'inflation. L'effet est particulièrement sensible dans les pays émergents où en additionnant le poids de l'énergie et celui de la consommation alimentaire dans le panier moyen des ménages la somme atteint 60 % en Inde, 50 % en Russie et près de 40 % en Chine et au Brésil. Toutefois, les pays de l'OCDE sont aussi touchés, avec un poids équivalent à 30 % de l'indice des prix en Espagne et autour de 20 % pour la France et les autres pays européens.

Poids de l'énergie et de l'alimentaire dans l'indice de prix à la consommation national (% du total, 2011)



Sources : FMI, OCDE

Toutefois, le BIPE a aussi relevé l'importance de l'action des grandes banques centrales qui exercent une force de stabilisation et qui fait revenir les économies développées sur un rythme de croissance plus soutenue à horizon fin 2013.

Notamment, en zone euro, l'action conjuguée de la BCE (achat de dette d'Etat à court terme) et des pare-feux financiers mis en place depuis 2012 (FESF et MES) est un élément qui pourrait permettre d'enclencher un cercle vertueux. Ceci pose toutefois le problème de la consistance politique des gouvernements européens et du respect des engagements très ambitieux pris sur les finances publiques en Espagne.

Au final, malgré une stimulation monétaire importante, les éléments négatifs pesant sur l'économie mondiale dominant. **Aux Etats-Unis, le BIPE prévoit une croissance du PIB de 2,1 % en moyenne annuelle en 2012 et de 1,5 % en 2013. En Zone euro, le PIB reculera de 0,4% en 2012 avec de progresser à nouveau en 2013 (+0,3%). Au niveau des grands pays de la zone euro, l'Allemagne et la France resteraient en positif mais sur des niveaux bas, en revanche l'Italie et l'Espagne sont toujours en récession.**

*Créé en 1958, le BIPE est une société d'études économiques et de conseil en stratégie auprès des grandes entreprises privées et des pouvoirs publics. Ses cinquante consultants sont basés à Paris.*

### Contact

Guillaume Guidoni, Chef Economiste Junior, Senior Manager,  
Tél : 01 70 37 23 09. E-mail : [guillaume.guidoni@bipe.fr](mailto:guillaume.guidoni@bipe.fr)

[www.bipe.com](http://www.bipe.com)